

1943 : le nettoyage social du Vieux Port

Le 1^{er} février 1943, l'armée allemande dynamitait le cœur historique de Marseille : le quartier du Vieux Port. Comme l'analyse Alessi dell'Umbria dans son *Histoire universelle de Marseille*, ce nettoyage social était préparé, souhaité, orchestré par les élites françaises, promptes à dénoncer cette « plèbe ».

Bien plus que les taudis, c'était la plèbe du Vieux-Port qui incommodait la bonne société. Commentant le plan Beaudoin dans la revue municipale d'octobre 1942, l'académicien Louis Gillet écrivait ainsi : « Dans ce cadre, depuis longtemps tombé en roture et déserté par le commerce, l'auteur du plan a le dessein de ramener une grande absente, la noblesse. [...] Sur la colline des Accoules, entre l'hôtel de ville et la Major, gît une Suburre obscène, un des cloaques les plus impurs où s'amasse l'écume de la Méditerranée, triste gloire de Marseille, dans une décrépitude et un degré de pourriture dont à grande peine sans l'avoir vu on pourrait se faire une idée ; il semble que la corruption, la lèpre, gangrène jusqu'aux pierres. Cet enfer vermoulu, cet espèce de charnier en décomposition, est un des lieux du monde où la tuberculose fait le plus de ravages. C'est l'empire du péché et de la mort. Ces quartiers jadis patriciens, abandonnés à la canaille, à la misère et à la honte, quel moyen de les vider de leur pus et de les régénérer ? »

Le 14 janvier 1943, les autorités allemandes et françaises décidaient de procéder à une gigantesque opération de police, visant « les repris de justice, les souteneurs, les clochards, les vagabonds, les gens sans aveu, les personnes dépourvues de cartes d'alimentation, les Juifs, les étrangers en situation irrégulière, les expulsés, et toutes les personnes ne se livrant à aucun travail légal depuis un mois ». Trois siècles après le Grand Renfermement, le même vocabulaire désignait les mêmes personnes comme indésirables.

Menée par plusieurs milliers de gendarmes, de gardes mobiles et d'inspecteurs, la plus grande rafle que Marseille eût jamais subie commençait le 22 janvier au soir. Du Cours à la Belle-de-Mai, de la Villette à la Plaine, de la Joliette à l'Opéra, les quartiers furent passés au peigne fin, maison par maison. Au total, du 22 au 28 janvier, les forces de l'ordre procédèrent à 400000 contrôles d'identité. Le 23 au matin, la police avait resserré son étreinte autour du secteur compris entre la rue de la République et le fort Saint-Jean, les quartiers de l'hôtel de ville, de Saint-Jean et du Panier. Les 25000 habitants reçurent l'ordre d'évacuer leur domicile et de se regrouper sur les quais du Vieux-Port ; 12000 d'entre eux furent embarqués au camp de Fréjus pour vérification approfondie. La plupart devaient être relâchés une dizaine de jours plus tard ; mais 1650 personnes, livrées par la police française, furent expédiés dans les camps de concentration allemands ; parmi eux, 782 Juifs, dont 200 avaient été raflés dans le secteur du Vieux-Port et les autres dans les quartiers entourant la Canebière.

Des Juifs marseillais, déportés au camp de Sobibor, aucun ne revint. Cette population juive était elle-même, par sa diversité, emblématique de Marseille : on y trouvait des Comtadins, lointains descendants de ces Juifs qui participèrent à la république de Marseille au ^{xiii}e siècle ; une majorité de Levantins, réfugiés de Salonique et de Smyrne dans les années 1920, lointains héritiers de la culture judéo-espagnole du Moyen Âge ; quelques Ashkénazes et des Nord-Africains.

La singularité de ces événements tient au fait qu'en outre 870 personnes, principalement des jeunes, furent déportées pour le seul fait qu'elles habitaient le Bagatouni. Seule une centaine d'entre eux revinrent du camp de Sachsenhausen. Barthélémy Oliver, raflé à l'âge de vingt et un ans, racontera : « On en avait tellement dit sur nous les Marseillais... Quand on est arrivés au camp de Compiègne, les gens du Vieux-Port, ceux de Marseille, on avait une mauvaise image, on en avait tellement dit, qu'on était des voyous, des bandits, de la racaille. À Compiègne, dix jours après, étaient arrivés des résistants de Metz, des gars qui venaient de la Meurthe-et-Moselle. Avec tout ce qu'ils avaient vu sur l'évacuation du Vieux-Port dans la presse, ils nous ont pris pour des voyous. Après ils ont vu à qui ils avaient affaire, ils ont compris qu'on avait été des boucs émissaires. [...] Tant qu'on a été au camp, on se demandait "Mais pourquoi, qu'est-ce qu'on a pu faire ?" Et je suis sûr que beaucoup de résistants au camp devaient se dire "Mais s'ils sont là, c'est qu'ils ont dû faire quelque chose" ; eh oui ! on n'avait rien fait. »

Le 1^{er} février 1943, les artificiers de la Wehrmacht investirent les quartiers évacués et entreprirent de dynamiter les maisons l'une après l'autre. Les opérations de démolition s'achevèrent le 19 février : il ne restait plus qu'un immense champ de ruines sur la rive nord du Vieux-Port ; 1482 maisons avaient été rasées. Ainsi disparurent définitivement les rues des Bannières, Bernard-de-Berre, Bompard, Bourgogne, Bouterie, Cambo d'Aragno, Cambo d'Araire, Castillon,

Château-Joli, du Claret, Coin-des-Cabries, Coin-de-l'Humilité, Coin-de-Reboul, du Colombier, du Concordat, Cordellerie, de la Croix-d'Or, Figuier-de-Cassis, de la Galinière, Ganderie, des Gassins, Giperie, de la Glace, Guintrand, de la Guirlande, Ingarienne, Juge-du-Palais, Lancerie, Lanternerie, de la Loge, de la Reynarde, Maïousse, Moise, de la Mure, Négrel, de Nuit, des Olives, Poissonnerie-Vieille, Radeau, Saint-Christophe, Saint-Jaume, Saint-Victoret, Sainte-Anne, Sainte-Catherine, Servian, Servian-la-Figuière, de la Taulisse, Torte, des Trois-Soleils, Ventomagi, ainsi que les places du Mazeau, Vivaux, Villeneuve et Victor-Gelu ; les rues Bonneterie, Coutellerie, des Consuls, des Ferrats, de la Prison et la Grand'Rue furent amputées. Tout le berceau historique de la ville venait d'être rayé de la carte : le site de l'antique Massalia, où était apparue au Moyen Âge la république de Marseille.

L'opération de 1943 avait été réalisée sur ordre des autorités allemandes. « Marseille est un repaire de bandits internationaux. Cette ville est le chancre de l'Europe, et l'Europe ne peut vivre tant que Marseille ne sera pas épurée », avait déclaré le général Oberg ; il ne faisait que reprendre à son compte le discours martelé depuis vingt ans en France. Il est certain que, pour l'idéologie nazie, les quartiers du Vieux-Port devaient représenter l'exemple même de ce qu'il fallait anéantir. De plus, un tel dédale de ruelles n'était pas facile à contrôler militairement. On disait aussi que nombre de déserteurs italiens s'y cachaient, abrités par les habitants – ces quartiers avaient déjà été visés, en 1939, quand Mussolini avait envoyé une escadrille bombarder la ville pour la punir d'avoir accueilli tant de réfugiés antifascistes. On ne peut dire, cependant, que les sollicitations aient manqué du côté français. En vérité, les officiers allemands suivaient tout le discours moraliste et bien-pensant qui n'avait cessé de montrer Marseille du doigt, et plus spécialement ses vieux quartiers. Ils avaient trouvé des projets tout prêts, des collaborateurs dévoués qui ne manquèrent pas l'occasion inespérée de régler radicalement le problème de la ville ancienne.

La rumeur publique sut désigner les coupables. La revue municipale essaya maladroitement, en août 1943, de justifier la constitution d'une société immobilière chargée de la reconstruction, qui avait déposé ses statuts alors même que la destruction du Vieux-Port ne faisait que commencer : « Les esprits insuffisamment informés ont pu voir, dans la concomitance des dates, une relation de cause à effet, entre la démolition du quartier nord du Vieux-Port (24 janvier 1943) et la constitution de cette société (25 janvier 1943). Mais pour toute personne avertie et de bonne foi, il ne peut y avoir là qu'une simple coïncidence. » Drôle de coïncidence : le préfet Barraud, en vertu de la loi du 30 mai 1941, avait passé une convention avec cette régie immobilière, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, selon laquelle celle-ci se verrait attribuer toutes les opérations de reconstruction des secteurs appelés à être démolis : lesquels coïncidaient exactement avec le périmètre de démolition prévu par le plan Beaudoin... Les procédures d'expropriation ont souvent tendance à traîner en longueur – plus de vingt ans pour expulser tous les habitants de Derrière-la-Bourse ! L'intervention de la Wehrmacht permit de contourner ce type de problème.

On ne peut davantage oublier la responsabilité des intellectuels qui de leur plume ont appelé au crime. Du classique Rambert aux modernistes Castel et Ballard en passant par des dizaines de journalistes locaux et nationaux, tous avaient dénoncé les vieux quartiers avec les arguments mêmes que le général Oberg mit ensuite en avant. Ces donneuses ne parlaient pas dans le vide mais avaient l'oreille des autorités : elles constituaient l'intelligentsia officielle. À l'époque de la rue Impériale, des voix s'élevaient pour protester. Quatre-vingts ans plus tard, les cerveaux étaient suffisamment colonisés pour que plus personne ne réagisse parmi ceux qui avaient la parole. Seul le curé de Saint-Laurent, l'abbé Caillol, enfermé dans son église sur l'esplanade de la Tourette, fit sonner le glas sans interruption pendant les vingt jours que durèrent les opérations de démolition.

Alessi dell'Umbria, *Une Histoire universelle de Marseille*
Editions Agone, septembre 2006.